

NOTE D'ACTUALITÉ N° 337

SYRIE: SITUATION DEBUT 2014

Alain Rodier

Les violences s'intensifient en Syrie dans la perspective de l'ouverture de la conférence « Genève-II », qui devrait débuter le 22 janvier 2014 sous l'égide des Nations Unies. Chaque acteur tente de marquer des points pour y arriver en position de force, Toutefois, la guerre civile qui ensanglante le pays depuis trois ans évolue peu, aucun des deux camps ne parvenant à prendre vraiment le dessus. C'est surtout au sein de la rébellion que les cartes se redistribuent peu à peu, les groupes fondamentalistes musulmans prenant de plus en plus l'avantage sur leurs homologues laïques ou « islamiques modérés ».

Toutefois, une constante peut être notée : le nombre des insurgés ne cesse de croître. Il dépasserait les 100 000 début 2014, répartis au sein de plus de 1 000 groupes à travers le pays, beaucoup d'entre eux n'ayant qu'une influence locale. Cependant, des alliances se sont créées - et parfois défaites - avec le temps.

L'Armée syrienne libre (ASL)

Emmenée par le général Salim Idris, l'ASL est la principale composante de la Coalition nationale des forces de l'opposition syrienne (CNFOS). La CNFOS, fondée le 11 novembre 2012 et soutenue par le Qatar, les Frères musulmans, la Ligue arabe et les pays occidentaux, a succédé au Conseil national syrien (CNS). Le Conseil de commandement de l'ASL est composée de trente membres qui représentent les cinq « fronts¹ » qui se partagent le pays :

- Nord : Alep et Idlib;
- Est : Ragga, Deir ez-Zor et Hassaka ;
- Ouest: Hama, Lattakie et Tartous;
- Centre: Homs et Rastan;
- Sud: Damas, Deraa et Suwaida.

Chaque « front » est dirigé par six représentants.



Sur le terrain, l'ASL ne compterait réellement que deux formations relativement homogènes.

- Les Brigades Ahfad al-Rasoul, qui regroupent environ 40 groupes islamiques opérant sur l'ensemble du territoire syrien, mais plus particulièrement actifs dans la région d'Idlib. Ce mouvement est soutenu par le Qatar. A noter qu'une de ses brigades a été chassée de Raqqa par l'EIIL en août 2013.
- La Brigade Tempête du Nord qui est lutte ouverte avec l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIIL) pour le contrôle de points de passage sur la frontière ouest de la Turquie, notamment à hauteur de Azaz.

Sur le plan des effectifs, l'ASL ne représenterait plus que 10% des insurgés soit environ 10 000 hommes, quoique le général Salim Idriss, son chef, en revendique 40 000. En fait, ce dernier n'a pas réellement d'autorité directe sur les commandants d'unités, lesquels agissent en toute indépendance et rendent compte quand ils le veulent bien. Eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas non plus barre sur tous les groupes qu'ils ont « théoriquement » sous leur tutelle. De plus, de nombreux chefs de guerre locaux mènent plutôt des activités criminelles que des combats contre les forces loyalistes. Leur principale activité semble être le marché noir, mené en collaboration avec les mafias turco-kurdes qui contrôlent la contrebande sur la frontière et au-delà. Dans le sens Turquie-Syrie, entrent les biens de première nécessité mais aussi de l'électronique grand public, les voitures (généralement volées), les armes et munitions ; dans l'autre sens (Syrie-Turquie), sortent le pétrole, les réfugiés et vraisemblablement de la drogue. A noter que des groupes dépendant du « front centre » vendraient du pétrole aux autorités syriennes pour approvisionner les centrales électriques de la capitale.

Quelques unités indépendantes se déclarent « affiliées » à la CNFOS.

- Les Brigades des martyrs de Syrie (anciennement Brigade Jabal al-Zawiya) actives dans le nord-ouest du pays. Cette unité n'aurait pas d'idéologie particulière.
- La Commission Durou al-Thawra (« Les champs de la révolution ») est formée d'une dizaine de factions liées aux Frères musulmans et opère principalement dans les provinces d'Idlib et de Hama.
- La Brigade des martyrs de Yarmouk est un mouvement islamique modéré créé dans la province de Deraa en août 2012, à partir de huit groupes distincts. Elle est commandée par Bashar al-Zoubi et est surtout active le long de la frontière jordanienne et sur les hauteurs du Golan. C'est cette unité qui a enlevé des observateurs de l'ONU patrouillant dans la zone démilitarisée en mars-avril 2013.

Le Front islamique

Le Front islamique (FI) a été fondé le 22 novembre 2013 par Ahmed al-Sheikh Abou Issa. Ses responsables sont : Abou Omar Hureitan - l'adjoint d' Ahmed al-Sheikh -, Sheikh Abou Rateb - le secrétaire général -, Zahran Alloush - le chef du bureau militaire, Hassan Abboud - le chef du bureau politique - et Abou al-Abbas al-Shami - le chef du bureau de la religion. Ce mouvement revendique 45 000 combattants et a pour objectifs de renverser le régime d'Assad et d'établir un Etat islamique respectant la charia. Il regroupe les sept mouvements suivants :



- Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyya¹ (« Mouvement islamique des hommes libres du Levant ») d'Hassan Addoub alias Abou Abdullah al-Hamawi (le chef du bureau politique du FI).
- *Jaysh al-Islam* (« L'Armée de l'islam ») de Zahran Alloush (le chef du comité militaire du FI), formation qui regroupe une cinquantaine de factions agissant dans la région de Damas et qui seraient soutenues par l'Arabie saoudite.
- *Sukour al-Sham* (« Les faucons de Syriee) d'Ahmed al-Sheikh Abou Issa (l'émir du FI), qui a étendu ses opérations de la région d'Idlib aux provinces d'Alep et de Damas.
- Liwa al-Tawhid (« Bataillon du monothéisme ») d'Abul Aziz Salama alias Hajji Anadan -, mouvement essentiellement présent dans la région d'Alep.
- *Liwa al-Haqq* (« Bataillon de la vérité ») de Sheik Abou Rateb (l'adjoint de l'émir du FI), implanté principalement à Homs.
- *Ansar al-Sham* de Hassan Abboud (le chef du bureau politique du FI) et d'Abou al-Abbas al-Shami (le chef du bureau de la religion).
- *Kataib Ansar al-Sham* (« Les supporters des brigades du Levant »), groupe actif dans les provinces d'Idlib et de Lattakié.
- Le Front islamique kurde, qui a combattu aux côtés de EIIL et du *Harakat Ahrar al-Sham* contre les Unités populaires de protection (YPG), les milices du Parti démocratique de l'unité (PYD) proches du PKK. Ces dernières défendent l'enclave kurde située au nord-est de la Syrie. En réalité, la représentativité du Front islamique kurde est symbolique mais constitue un moyen d'inclure des Kurdes dans la rébellion islamique radicale. Le but est de faire taire les critiques disant qu'elle exclut les minorités ethniques et religieuses présentes en Syrie².

La création du Front islamique a provoqué une scission au sein de la CNFOS. En effet, des unités de cette coalition ont été expulsées de leurs positions sur la frontière syro-turque (Bab al-Hawa) en décembre 2013, et des dépôts d'armes et de munitions ont été récupérés par le Front islamique. Ces actions ont provoqué l'arrêt de l'aide américaine et britannique en armes non létales destinées aux groupes d'insurgés présents en Syrie du Nord.

Pour le moment, ni l'EIIL ni le Front al-Nusra - deux mouvements dépendant d'Al-Qaida - ne sont membres de cette coalition, mais leurs objectifs sont semblables.

Le Front islamique syrien

La situation du Front islamique syrien (FIS/Al-jabhah al-Ilsamiyya as-Surriyah: à ne pas confondre avec le Front islamique cité au paragraphe précédent) demeure un mystère. Crée le 21 décembre 2012³, le FIS réunissait onze mouvements islamistes allant de l'aile modérée à la plus extrémiste. Il était largement financé par le Qatar, ce qui lui permettait d'apporter une aide sociale importante aux populations. Or, ce petit

¹ En 2013, ce mouvement a mené plusieurs opérations conjointes avec les mouvements islamistes radicaux Al-Nusra et EIIL, en particulier en s'attaquant début décembre à l'état-major du Hezbollah libanais et de la milice chiite gouvernementale *Abou Fadhil al Abbas*, près de Damas. Déjà en janvier 2013, ces mouvements s'étaient emparés de la base aérienne de Taftanaz à Idlib, puis de Raqqah en mars, avant de lancer des assauts massifs à Idlib en mai, de s'emparer de la ville chrétienne de Malula en septembre et d'attaquer le même mois les villages de Maksar al-Husan, Job al-Jarrah et de al-Moussoudiyya.

 $^{^{2}}$ Les Kurdes sont majoritairement sunnites mais leur pratique de la religion est traditionnellement très libérale et certainement pas intégriste.

³ Cf. Note d'actualité n°325 de septembre 2013.



émirat est en perte de vitesse depuis l'abdication d'Hamad bin Khalifa Al Thani au profit de son fils Tamin bin Hamad Al Thani.

En novembre 2013, deux de ses membres (le *Liwa al-Tawhid* et le *Sukour al-Sham*) ont rejoint le Front islamique (FI). Ainsi ce mouvement aurait perdu de sa capacité opérationnelle. Selon certaines sources, le FIS aurait été officiellement dissous en novembre 2013. Il n'est pas étonnant que les formations soutenues par le Qatar disparaissent peu à peu au profit de celles aidées par l'Arabie saoudite¹.

Les groupes jihadistes

- Le Front al-Nusra pour le peuple du Levant a été fondé mi-2011 à partir d'une unité de l'Etat islamique d'Irak, la représentation d'Al-Qaida dans ce pays. Il s'est manifesté officiellement la première fois par une déclaration diffusée en janvier 2012. Il est désormais actif dans 11 des 14 provinces syriennes. Son chef est Abou Mohammed Julani, un ancien jihadiste d'Irak relâché en 2011 par le gouvernement syrien. Ce mouvement a été officiellement reconnu comme la branche d'Al-Qaida en Syrie par le docteur Ayman Al-Zawahiri à l'été 2013.

Le Front al-Nusra a développé une « filiale » au Liban, laquelle serait particulièrement présente dans le camp de réfugiés palestiniens d'Ain al-Hilweh. Elle serait dirigée par Usamah Amin al Shihabi, lequel a été condamné par contumace à des années de prison pour avoir tenté de mener des actions terroristes contre les intérêts américains en Jordanie dans les années 2005. L'objectif de cette « filiale » serait d'établir la loi islamique dans le camp palestinien et de détruire Israël.

C'est Ayman Al-Zawahiri en personne qui aurait donné ses instructions pour réorganiser les forces dépendant d'Al-Qaida au Liban. Pour cela, il s'appuierait également sur le Fatah al-Islam (FAI) qui a été constitué en 2006.

- *L'Etat islamique d'Irak et du Levant* (EIIL) a pris cette appellation en avril 2013. Son leader, Ibrahim Awad Ibrahim Ali al-Badri alias Abou Bakr al-Baghdadi ou Abou Dua -, a affirmé diriger toutes les forces d'Al-Qaida en Irak et en Syrie, dont le Front al-Nusra. Il a été désavoué par Al-Zawahiri, mais l'EIIL a maintenu sa volonté de poursuivre le jihad dans ces deux pays. D'ailleurs, son chef dirigerait les opérations du mouvement depuis le territoire syrien où il se sentirait plus en sécurité qu'en Irak.
- La Brigade Jaish al-Mujahireen wal-Ansar (« L'armée des émigrants et des renforts ») est composée majoritairement d'étrangers appelés les « Muhajireen », principalement de Caucasiens dont des Tchétchènes. Elle est commandée par Abou Omar Shishani alias Omar Gorgashvili -, un ancien des forces spéciales géorgiennes qui a retourné sa veste. Son zèle est si apprécié qu'il s'est vu confier la responsabilité de l'EIIL pour le nord de la Syrie. D'autres figures caucasiennes sont présentes, comme les Tchétchènes Muslim Margoshvilli alias émir Muslim -, Ruslan Machaliashvili alias émir Seiffulah -, l'émir Salakhdin, l'émir Abou-Musaaba et le Daghestanais Magomed Abdurakhmarov alias émir Abou Banat.

Les combattants étrangers sont de plus en plus nombreux en Syrie au sein des différentes unités. Le nombre est évalué par divers services de renseignements à plus de 10 000, mais ce chiffre est à prendre avec beaucoup de précautions tant les informations

¹ Cf. Note d'actualité n°334 de novembre 2013.



en la matière peuvent être sujettes à caution. Ce qui est certain, c'est que le théâtre d'opérations Syrie-Irak est devenu en 2013 une terre de jihad majeure. Il faut dire qu'elle est très attractive, de nombreuses zones étant «libérées» et relativement accueillantes Aussi étonnant que cela puisse paraître, en raison de l'intense marché noir qui s'y est développé, les conditions de vie des volontaires étrangers y sont beaucoup plus confortables que sur les autres terres de jihad que sont le Yémen, la Somalie, le Sahel voire la Tunisie et la Libye.

Plusieurs acteurs ont essayé d'organiser un rapprochement entre les composantes djihadistes. Ainsi, le docteur Abdallah Muhammad al Mouhaisany, un important religieux saoudien installé en Syrie depuis début octobre 2013, s'est réjoui de la création du Front islamique et a appelé tous les mouvements musulmans sunnites à s'unir pour combattre le régime en place et les chiites. Il présenté la coopération entre Oussama Ben Laden et le mollah Omar comme un modèle. Il a suggéré la création d'une « Cour de la charia » commune dont le but serait de régler les litiges pouvant survenir entre les différents mouvements. Pour l'instant, seul l'EIIL se montre réticent à cette idée¹. Par ailleurs, il appelle les musulmans du monde entier à effectuer des dons et leur a communiqué à cet effet, via internet trois numéros de téléphone permettant de se renseigner. Une ligne aboutit au Koweït et deux au Qatar! Enfin, il a rejeté toute ingérence étrangère et tout système démocratique.

C'est aussi l'objectif d'Abou Khalid al Suri - de son vrai nom Mohamed Bahaiah, un ancien agent de liaison d'Oussama Ben Laden² -, le représentant en Syrie du chef d'Al-Qaïda, le docteur Ayman al-Zawahiri. Abou Khalid al Suri servirait d'intermédiaire dans la dispute qui oppose, depuis l'été 2013, les dirigeants du Front al-Nusra et de l'EIIL, même s'il n'est pas encore parvenu à la résoudre la querelle.

Il appartient au *Harakat Ahrar al-Sham al-Islamiyya* cité plus haut, sans faire partie de ses membres dirigeants. Il serait également un des financiers chargé de distribuer les fonds en provenance d'Al-Qaida. Cette manière de procéder semble être désormais la règle de l'organisation terroriste qui préfère placer ses pions dans diverses formations ne revendiquant pas des liens directs avec elle. « Noyautage » et « sécurité » sont vraisemblablement les consignes données par Al-Qaida central. C'est aussi vrai dans les pays ayant connu les révolutions arabes.

Les Kurdes syriens

Les troupes loyalistes de Damas ont évacué sans combattre le nord-est syrien à majorité kurde mi-2012, afin d'être redéployées dans des zones jugées comme plus sensibles. Il est probable qu'en agissant ainsi, Bachar el-Assad a tendu un piège à ses adversaires, et en particulier à la Turquie qui soutient la rébellion. Depuis, un calme

¹ Même Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) y est allé de sa déclaration à propos du conflit syrien via le cheikh Abou Yahya al Shinqiti, membre du Conseil consultatif, l'organe dirigeant du mouvement. Il a demandé aux moudjahiddines de ne pas se diviser et en mettant en garde contre les fausses rumeurs circulant sur le net qui exagèrent les frictions qui peuvent apparaître ici ou là.

² Il avait été identifié comme un proche de Ben Laden par les services espagnols dès les années 1990. Il aurait aussi collaboré avec Mustafa Setmariam Nazar - alias Abou Moussab al Suri -, un des plus importants idéologues d'Al-Qaida impliqué dans les attentats du 11 mars 2004 à Madrid et du 7 juillet 2005 à Londres. Ils ont tous les deux été emprisonnés par le régime syrien mais relâchés en 2011! Nul ne sait où se trouve aujourd'hui le très nuisible Setmarian Nazar.



relatif règne dans cette région partagée entre deux mouvements kurdes: le Conseil national kurde (KNC) - proche de Massoud Barzani, le leader kurde irakien - et le Parti de l'union démocratique (PYD) qui serait proche du mouvement marxiste-léniniste PKK. Tous les sont deux rassemblés sous l'autorité théorique du Conseil suprême kurde (SKC), mais, en réalité, c'est le PYD qui tient le haut du pavé en raison de son fonctionnement de type militaire. Des combats ont débuté fin 2012, opposant les forces kurdes - vraisemblablement les Unités populaires de protection¹ (YPG) du PYD - à l'Armée syrienne libre (ASL), puis à des groupes salafo-djihadistes d'al-Nusra et de l'EIIL dans la région de Ra's al'Ayn, frontalière avec la Turquie. La localité elle-même était tombée aux mains des insurgés en octobre 2012 et avait été sévèrement pilonnée par les forces loyalistes. Elle a été regagnée de haute lutte par les forces kurdes à la mijuillet 2013, ces dernières s'emparant notamment du poste frontière avec la Turquie.

En novembre 2013, le PYD a annoncé unilatéralement l'autonomie de fait du « Kurdistan occidental », divisé en trois régions administrées par des membres du parti en vue de tenir des élections à l'avenir. Ankara, extrêmement gêné par la tournure que prennent les évènements, a fermé sa frontière avec le Kurdistan syrien. En effet, le pouvoir turc, qui soutient officiellement l'ASL depuis sa création, n'a pu qu'assister impuissant à la déconfiture de son « poulain ». Un des premiers résultats de la guerre civile semble bien être la création d'un Etat kurde indépendant, situé à cheval sur le nord de l'Irak et le nord-est de la Syrie. Il s'agit d'une opportunité extraordinaire que tous les Kurdes, diaspora y compris, veulent exploiter. Toutefois Ankara, Téhéran, Bagdad - et dans une moindre mesure Damas - refusent catégoriquement cette option. Les deux premières capitales craignent une extension du Kurdistan sur leur propre territoire ; les deux autres, une perte de souveraineté (déjà en cours) sur le leur.

Les unités indépendantes

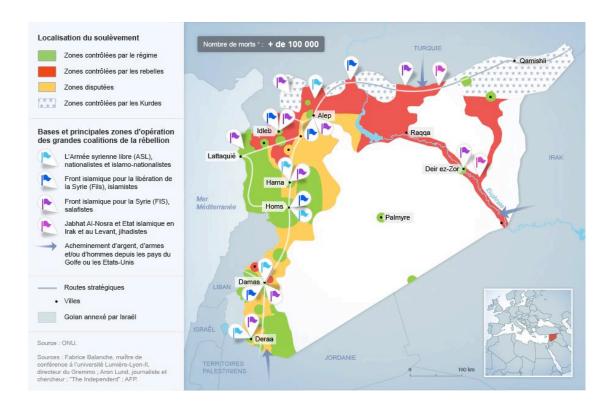
Enfin, parallèlement aux forces des grands courants présentés ci-dessus, existent quelques petites unités indépendantes.

- Le Front Asala wa al-Tanmiya (« Authenticité et croissance ») est une coalition islamique formée en novembre 2012. Elle est se compose de cinq « fronts » répartis sur l'ensemble du pays, mais elle est surtout active dans la région d'Alep où ses Brigades Nour al-Din al-Zinki sont particulièrement opérationnelles, ainsi que dans la province de Deir ez-Zor, lieu d'implantation de la puissante brigade Ahl al-Athar.
- Le Tajammu Ansar al-Islam (« Regroupement des supporters de l'islam ») a été créé à la mi-2012 par sept groupes combattants dans la région de Damas. Ils auraient subi de sérieuses pertes mi-2013.
- Les Kataib al-Wihda al-Wataniya (« Les Brigades de l'unité nationale ») fondées en août 2012 sont présentes dans les régions d'Idlib, au sud de Damas, mais aussi dans les provinces de Jabal al Zawiya, Deraa et Deir ez-Zor. Ce mouvement qui prône l'établissement d'un « Etat civil, démocratique regroupant toutes les identités sociales et ethniques » aurait dans ses rangs des membres des minorités alaouite et ismaélienne.
- Le Commandement militaire du général déserteur Mostapha al-Cheikh.

-

¹ Commandées par le général Sipan Hemo.





*

Les négociations devant débuter en janvier prochain, en Suisse, sous l'égide des Nations unies semblent avoir peu de chances d'aboutir à la constitution d'un gouvernement de transition comme à une trêve des combats. En effet, le Front Al-Nusra a prévenu, mi-décembre, qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats de ces discussions et les autres mouvements islamiques radicaux refusent également d'y participer. Du côté des fondamentalistes, l'Arabie saoudite et certains Etats de la Ligue arabe feront tout pour faire échouer ces négociations. En revanche la Russie, la Chine, l'Algérie, l'Iran et le Venezuela, qui soutiennent le régime de Damas, ont tout intérêt à la signature d'un accord. Entre ces deux pôles, les Etats-Unis, les Occidentaux - dont la France - et la Turquie ne savent plus très bien à quel saint se vouer tant le danger représenté par la poussée des forces islamistes radicales à l'œuvre en Syrie est importante.

Alain Rodier Décembre 2013